

I'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

RENNES

Halte aux menaces et aux attentats fascistes !

Rassemblement devant le local plastique
Vendredi 14 avril à 18 h
Place Saint-Anne sur les lieux de l'attentat
Liste des signataires de l'appel :
HR, PCMLF, PCR ml, OCF ml, JCMLF, comités
antifascistes, UOPDP, CCA, MAS, LCR, PSU.

Editorial

Terrorisme et intoxication

Italie, Espagne, France, Allemagne, etc. sont le terrain d'actions « terroristes ». Dans ces pays où la crise fait rage, les attentats et enlèvements se succèdent. Que faut-il en penser ? Regardons les faits. Les terroristes les plus en vue, ceux qui retiennent l'attention sont ceux de la bande à Baader en RFA et des Brigades rouges en Italie ; les uns enlèvent le patron des patrons allemands, les autres, le dirigeant de la Démocratie-chrétienne italienne.

Aussitôt, une importante répression s'ensuit, le quadrillage policier devient la règle, un climat de suspicion s'instaure, allant jusqu'à l'appel à la délation de la part du gouvernement allemand comme du PCI. Mais ce n'est pas tout.

Dans tous ces pays capitalistes, il s'ensuit une campagne forcée à l'encontre de tous ceux qui luttent pour une cause juste et la cible préférée sont les Palestiniens. On peut citer, par exemple, l'éditorial de « France Soir », daté du mardi 11 avril.

« Ces terroristes allemands, italiens ou palestiniens n'ont, il faut bien s'en rendre compte, d'autre légitimité que celle que leur procurent les " mots d'excuse " intellectuels qu'on leur fournit ici et là ».

Ce qui distingue un terroriste d'un autre terroriste, ce n'est pas la cause, le but de son acte mais son degré d'excuse ! L'OLP, justement, n'a pas « l'alibi du désespoir » car elle est « financée par les pétro-dollars des États arabes ». Ce qui permet, par la même occasion, de faire l'éloge d'Israël « le seul (pays) au Moyen-Orient à ignorer la peine de mort ». Bien sûr, les civils libanais et les réfugiés palestiniens, tués par les sionistes lors de la récente agression, ne comptent pas, ils ont été assassinés sans être passés en jugement !

La propagande bourgeoise consiste à faire passer les bourreaux pour des victimes, à mélanger tout pour faire passer leurs calomnies.

La bande à Baader, les Brigades rouges sont violentes, les Palestiniens aussi. Donc, c'est logique : ils sont tous des terroristes du même acabit. Mais les résistants français qui organisaient des actions de sabotage et des commandos contre les nazis ont-ils été aussi des terroristes sauvages ?

A nous de rétablir la vérité.

Les Baader, les Brigades rouges tuent des individus, prétendant en cela attaquer le capitalisme. Leurs actes sont totalement coupés du peuple qu'ils méprisent, sont en dehors des luttes qu'il mène. Il y a un bourgeois de moins, mais le capitalisme est toujours en place avec son appareil répressif, renforcé à l'occasion.

Les Palestiniens, eux, luttent contre ceux qui ont occupé leurs terres, qui les ont expulsés, opprimés tout comme l'ont fait les résistants français contre l'occupant nazi. S'il y a un rapprochement à faire, n'est-il pas celui-là ?

La violence n'existe pas à l'État pur. L'emploi de la violence n'est pas à rejeter et ce ne sont pas les excuses qui nous servent de critères. Il est juste d'employer la violence comme le font les Palestiniens, comme l'ont fait les résistants français car c'est le seul moyen pour eux de rejeter l'occupant. La violence des ouvriers est juste quand elle s'oppose aux bourgeois qui les exploitent et les oppriment. Par contre, nous devons condamner les actions de Baader et Cie, non pas parce qu'elles sont violentes, mais parce qu'elles servent ceux qui exploitent et oppriment et non l'inverse.

ANTONIO BELLAVITA LIBERE

- Une première victoire
- Il ne doit pas être extradé

Antonio Bellavita est ce journaliste dont l'extradition a été demandée par le gouvernement italien qui l'accuse d'être un des créateurs des « Brigades Rouges ».

La chambre d'accusation de Paris l'a mis en liberté provisoire hier jugeant les garanties de représentation suffisantes alors qu'elle les jugeait insuffisantes la semaine dernière. Par garan-

tie de représentation on entend avoir un domicile fixe, un travail fixe et déclaré.

tive, dans la mesure où le procès doit être jugé le 10 mai 1978.

C'est une première victoire, certes, mais pas défini-

Antonio Bellavita ne doit pas être extradé. Nous ne l'accepterons pas.

- La Haque

La poubelle s'élargit



La France retraitera dans son usine de La Hague (Manche) 1 700 tonnes de déchets nucléaires entre 1980 et 1984, ce qui lui rapportera 2,5 milliards de marks (environ 6 milliards de francs). Le contrat signé il y a quelques jours a été rendu public hier. Il vient après ceux de même nature déjà signés avec le Japon (pour 1 600 tonnes) et la Suède (pour 620 tonnes). D'autres contrats sont encore à l'étude avec notamment la Finlande, la Belgique, la Suisse, les Pays-Bas et l'Autriche. D'ores et déjà, on envisage un triplement des capacités de retraitement de l'usine de La Hague (actuellement 800 tonnes par an).

Voir article
page 8

- Erythrée

Des bombardements qui préparent l'offensive

Ermias Debessay, membre du Comité central du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) a déclaré mardi à Madrid qu'il fallait s'attendre « dans les prochains jours » à une offensive contre les zones libérées de l'Erythrée.

Il avait annoncé que pour le moment aucun soldat cubain n'avait pris part au combat mais que « deux mille soldats cubains se trouvaient rassemblés à Asmara, capitale de l'Erythrée ».

Ermias Debessay a par ailleurs dénoncé la collusion des « puissances impérialistes et sionistes » et de pays se disant socialistes. Il a déclaré que son pays se retrouvait isolé pour faire face à des unités blindées et à une aviation équipées de matériel russe et américain.

Des bombes à fragmentation, au napalm et au phosphore, a-t-il dit, ont été utilisées au cours des derniers jours pour détruire des villages entiers en préparation de l'offensive attendue.

Les suites
de la
marée noire
Page 7

Les pays pauvres organisent la défense de leurs ressources

Une conférence chargée de la création d'un conseil d'associations de pays en développement producteurs-exportateurs de matières premières s'est tenue du 5 au 7 avril à Genève.

Trente-sept pays en voie de développement y ont participé.

Son but est de promouvoir des méthodes efficaces de coopération afin d'assurer aux pays en développement des prix justes et rémunérateurs, pour leurs produits d'exportation, de protéger et d'améliorer en valeur réelle, le pouvoir d'achat de leurs recettes d'exportation, d'organiser un échange régulier des données d'expérience et des résultats de la recherche scientifique et technique entre les diverses associations de producteurs-exportateurs et d'harmoniser les actions des diverses associations.

C'est le même esprit qui a animé la conférence regroupant les sept principaux pays producteurs d'étain (Malaisie, Bolivie, Indonésie, Thaïlande, Australie, Zaïre, et Nigéria), qui vient de se tenir à Djakarta.

Elle avait pour but de formuler une position commune à l'égard des États-Unis qui voulaient mettre en vente 45 000 tonnes d'étain, stockées comme matières premières stratégiques. Cette mise en vente aboutira à une baisse soudaine du prix mondial, ce qui nuira aux États producteurs.

Les pays producteurs, exigent l'acceptation de leur proposition sur le prix de l'étain par la session de la mi-avril du Conseil international de Londres. Une proposition avancée il y a quelque temps par eux sur l'augmentation du prix a été rejetée par les pays industriels en janvier dernier.

• Afrique du Sud

Nouvel échec pour les racistes

Les autorités racistes sud-africaines viennent d'enregistrer un nouvel échec. La « République du Transkei », un bantoustan qu'elles avaient promu indépendant en grande pompe, mais qu'elles étaient seules à reconnaître dans l'arène internationale, vient de rompre ses relations diplomatiques avec le régime de Vorster.

Le chef traditionnel de ce bantoustan est, en effet, mécontent du refus de l'Afrique du Sud de prendre en compte un certain nombre de revendications territoriales. Il s'est également engagé à soutenir désormais les mouvements de libération d'Afrique australe et le principe de la règle de la majorité noire pour l'ensemble de l'Azanie.

Une délégation de journalistes yougoslaves au Kampuchea (Cambodge)

« Nous n'avons jamais vu autant d'eau ni autant de riz ! »

Une délégation de journalistes yougoslaves conduits par Nikola Vitorovic, rédacteur à la télévision de Belgrade, a séjourné à Phnom Penh pendant la première quinzaine de mars. Elle était l'hôte du département de la presse et de l'information du ministère des Affaires étrangères du Kampuchea démocratique.

Cette visite était la première effectuée par des journalistes yougoslaves depuis la libération de Phnom Penh, il y a tout juste trois ans. Elle est un témoignage de la solide amitié qui unit les deux pays et les deux peuples, tous deux fermement attachés à leur engagement dans le mouvement des non-alignés.

Un riche programme de visites attendait la délégation.

Il a débuté par l'École d'application d'électricité de Toek Thal. Chaleureusement accueillis à leur arrivée par le directeur et de nombreux cadres de l'école, les journalistes se sont informés de l'histoire de cette école, de la ligne suivie par le Parti communiste du Kampuchea concernant la formation de nouveaux techniciens. La délégation s'est attardée dans les diverses sections de l'école : d'expérimentation et de révision des compteurs, du système de protection des relais, la salle de commande, de bobinage, de montage des bobines électriques, des machines-outils de réparation des appareils à air conditionné.

Ensuite, les journalistes yougoslaves ont visité la zone Sud-Ouest et la région de Kampong Som (ex-Sihanoukville).

Sur la route nationale No 3, de nombreux arrêts leur permirent de visiter les nombreux barrages de Kampong Kátuot et Slakou sur le Stung Prok Trot. Ils ont vu ailleurs les nombreuses maisons constituées depuis la Libération qui témoignent des efforts déployés pour améliorer les conditions de vie du peuple.

A Toanlap, à 15 km à l'intérieur du territoire cambodgien, la délégation a pu constater les traces de l'offensive vietnamienne du 14 décembre 1977 au 3 janvier 1978 : maisons, villages,

écoles, centres hospitaliers, usines, rizières et champs sont en partie détruits ; des tranchées, débris de tanks et d'objets témoignent de l'âpreté des combats. Elle a également observé de nou-

abondamment photographiés.

A Kampot, la présidente du Comité des marais-salants d'État accueillait la délégation. Les marais-salants sont une unité d'avant-garde dans le domaine industriel, puisque le plan annuel de 1977 a été réalisé à 170 %. Les femmes y tiennent une place très active.

A Kampong Som, visite du nouveau et du vieux port qui témoigne de l'essor de l'industrie de la pêche, très peu développée par le passé.

Au cours de la soirée, un avion vietnamien violant

mais l'irrigation de 60 000 hectares de riz.

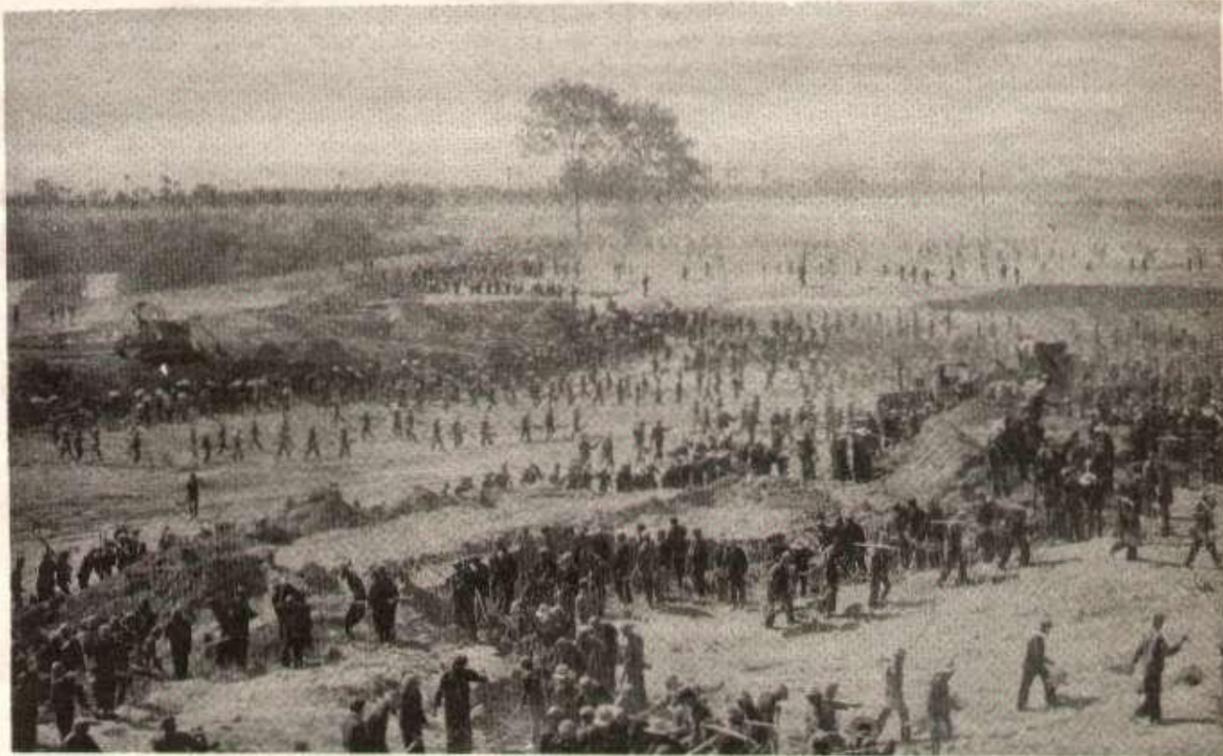
A Phnom Penh, les journalistes yougoslaves ont pu s'entretenir avec plusieurs ministres avant de visiter l'ancien état-major de Lon Nol où un cadre de l'Armée révolutionnaire leur a présenté un exposé sur l'offensive finale qui a précédé le 17 avril 1975 et a répondu à leurs questions.

Aux usines de construction mécanique No 6 et 7, ils ont pu constater que les outillages agricoles, motopompes, scieuses et batteuses sont construites en utilisant des matières premières

locales et sous la responsabilité d'ouvriers et de cadres du pays.

Dans la région du centre, s'est déroulée la réussite du chantier « 6 janvier » au 23 000 jeunes des brigades mobiles travaillant avec ardeur et entraînement.

Enthousiasmés, les journalistes yougoslaves ont déclaré : « Le Kampuchea a du riz qui est une arme importante. Avec du riz, le peuple peut vivre dans de bonnes conditions et être indépendants. Nous n'avons jamais vu autant d'eau ni autant de riz. Le Kampuchea est un grenier de riz en Asie ! ».



Construction d'un réservoir d'eau

veaux bombardements effectués en plein jour alors que les paysans vauquaient à leurs travaux dans les rizières.

Puis ce fut Kampot, précédé de la visite de quelques coopératives à l'accueil enthousiaste et chaleureux : cantines, ateliers de fabrication d'outils agricoles, dé-cortiqueries, écoles, furent

l'espace aérien au-dessus du port a dû disparaître très vite devant le tir nourri de la DCA de l'Armée révolutionnaire.

En regagnant Phnom Penh, par la route nationale No 4, les journalistes ont visité le barrage sur le Stung Prek Thnot. Avec les quatre autres barrages construits sur ce fleuve depuis la Libération, il permet désor-

• Australie

Deux grèves nationales, l'une des dockers, l'autre des travailleurs des abattoirs, paralysaient mardi tous les ports australiens.

La grève nationale des dockers fait suite à la décision de protéger le chargement de moutons par la police à Albany et

à Fermantile, et surtout aux arrestations opérées parmi les membres des piquets de grève.

La grève nationale des abattoirs a été décidée pour protester contre le travail « jaune ». Elle s'est étendue en quelques heures à Sydney et Melbourne.

• Espagne

Une manifestante de 21 ans a été hospitalisée lundi soir. Elle a été grièvement blessée par la police qui est intervenue contre les travailleurs du chantier naval « Ascon » de Vigo, en Galice.

Les travailleurs en grève depuis 46 jours pour protester contre le licenciement de plusieurs ouvriers

avaient manifesté et dressé des barricades dans les rues de la ville. La police est intervenue avec des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes.

Déjà la semaine dernière des événements identiques s'étaient produits, les travailleurs ne veulent pas céder.

KAMPUCHEA (CAMBODGE)
JEUDI 20 AVRIL
20 h 30 SALLE B DE LA MUTUALITÉ
MEETING

Commemorant le 3e anniversaire
de la libération de Phnom Penh

A l'appel de l'Humanité rouge, du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), soutenu par l'Union populaire de Turquie en Europe, avec la participation du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France.

Au programme :

- Intervention
- Présentation d'un grand film inédit en couleur (1977) : « Kampuchea démocratique ».

Tracts et affiches d'appel sont disponibles immédiatement.



L'arrestation du cerveau du «gang des Lyonnais» : Pierre Pourrat

Qui est donc ce Pierre Pourrat, alias « Pierrot le Stéphanois », alias « le docteur » ? Il est considéré par la police comme l'un des membres les plus influents du « milieu ».

Si nous parlons de ce sinistre individu, ce n'est pas que cette histoire de gangster nous intéresse en soi.

C'est qu'elle est liée à l'exécution de plusieurs gros hold-up (Strasbourg, Mulhouse), à l'exécution du juge Renaud dit « le Shériff », au « gang des Lyonnais ».

Arrêté le 20 décembre 1974, avec d'autres membres du gang des Lyonnais, au casino des Charbonnières, il s'évadait de la prison de Valence le 19 octobre 1975. Au procès du « gang des Lyonnais » il était jugé par contumace et condamné à mort.

Il a été arrêté alors qu'il faisait ses courses dans un supermarché de Proviens. Il avait sur lui un pistolet de calibre 7,65.

Lors du procès du « gang des Lyonnais », Edmond Vidal dit « Monmon Vidal » s'était laissé aller à quelques confidences. Il avait notam-

ment déclaré que certains gros hold-up avait servi à financer « certain grand parti politique de la majorité ».

Mais il n'en avait pas dit plus, ne voulant pas finir comme certains de ces collègues de plusieurs balles dans le corps.

Or, pour ceux qui ont vu le film « Le Shériff » d'Yves Boisset, on y parle abondamment des liens du SAC (pardon, du BIP-BIP, puis que le mot SAC a disparu de la bande sonore après un procès intenté par un de ses responsables) avec le « gang des Lyonnais ».

Celui-ci étant en quelque sorte le bras armé de ce que l'autre ne pouvait pas faire

ouvertement. Or, le SAC, c'est le RPR. C'est même quasiment la même chose. Le célèbre service d'action civique, véritable section d'assaut des gaullistes, a déjà été impliqué dans divers crimes crapuleux.

On a même fait le lien à diverses occasions entre le SAC et la CFT (assassinat de l'ouvrier Pierre Maître par le dénommé Claude Leconte, membre de la CFT, ex-membre du SAC.)

Alors on risque encore d'en apprendre de belles avec l'arrestation de ce « monsieur », qui n'est peut-être pas tombé par hasard dans les mains de la police. Peut-être l'y a-t-on poussé ?

A propos de l'attentat de Rennes

Communiqué de l'Association Culture et Diffusion

Rennes, le 11 avril (4, Contour Saint-Aubin)

Dans la nuit du 9 au 10 avril, à 1 h 55, le local de l'Association Culture et Diffusion situé au 4, Contour Saint-Aubin a été plastiqué, les dégâts matériels sont très importants et le local a été entièrement détruit par le souffle de l'explosion.

Culture et Diffusion est une association qui s'est donnée pour tâche la promotion et la diffusion du livre progressiste et marxiste, et surtout de la publication de la littérature en langue française de la République populaire de Chine.

L'Association exprime sa surprise et son indignation face à cet attentat non revendiqué. La destruction des locaux entrave son travail de promotion, notamment des publications chinoises en France qui rencontrent un accueil très favorable auprès du public et répondent à un intérêt et à une sympathie naissante pour la société chinoise dans notre pays.

De tels agissements nous paraissent tout à fait contradictoires avec le climat de bonnes relations et d'échange à tous les niveaux qui s'est instauré entre la France et la RPC depuis de nombreuses années.

L'Association Culture et Diffusion tient à démentir l'information parfaitement fantaisiste reprise par la radio et la TV régionales, présentant notre local comme étant le « siège du PCMLF » à Rennes.

Nous exigeons que tout soit fait pour que l'enquête soit menée à terme.

Nous allons faire tout notre possible pour reprendre rapidement nos activités et appelons, d'ores et déjà, tous nos amis, tous ceux qui nous ont déjà manifesté leur solidarité, à nous aider financièrement en souscrivant à C. RIDARD CCP 15 043 RENNES.

xiste et notamment des revues et publications en langue française de la République populaire de Chine.

Il ne s'agit absolument pas du siège du PCMLF qui fut interdit par la bourgeoisie en 1968. Cependant cette version accréditée par la police montre bien que les marxistes-léninistes étaient visés par cet attentat.

Un tel attentat prend place dans le climat actuel de répression et d'intimidation du mouvement populaire :

- Agression récente par un groupuscule fasciste contre un café.
- Agression des diffuseurs aux portes de Citroën par la CFT-CSL.
- Répression violente de manifestants anti-marée noire à Brest.
- Procès de Shell contre l'Union fédérale des consommateurs, etc...

Nos deux partis s'associent pleinement et soutiennent les initiatives de riposte des travailleurs unis pour défendre leurs droits fondamentaux d'expression, de réunion et d'association et contre la violence d'un État bourgeois.



Communiqué des sections de Rennes du PCRML et du PCMLF

Rennes, le 11 avril 1978

Suite à l'attentat qui a détruit le dépôt de l'Association Culture et Diffusion, situé au 4, Contour Saint-Aubin, près de la place Sainte-Anne à Rennes, les sections de Rennes du PCR ml et du PCMLF protestent vigoureusement contre cette action qui s'est déroulée à 100 m d'un commissariat de police et qui vise une association de diffusion du Livre progressiste et mar-

Le baron démissionne

Coup de théâtre dans le petit monde et le demi-monde de la haute finance, le baron Édouard Jean Empain a démissionné de ses responsabilités au sein de l'immense empire qu'il contrôlait depuis dix ans.

Il quitte son poste de PDG pour une durée indéterminée. L'empire Empain-Schneider, ce sont 130 000 employés, 22 milliards de chiffre d'affaires. C'est aussi et surtout le numéro un du nucléaire en France.

Son successeur est un certain René Engen, âgé de 59 ans. Officiellement, la démission du baron serait due aux suites de son enlèvement. Il souffrirait de troubles psychologiques. Mais Empain reste majoritaire au niveau des actions.

sées, il faut qu'il récupère sa force pour mieux mordre.

Mais il y a aussi et surtout une hypothèse d'ordre politique et économique. Avec la mise à l'écart de fait du baron, Giscard et les monopoles qui le soutiennent perdent momentanément une personnalité de premier plan. Empain qui contrôle tout le nucléaire et bien d'autres choses siégeait au CNPF. C'était une personnalité en vue.

Alors que va-t-il se passer là aussi ? Comment va jouer Giscard avec le nouveau PDG ? Quelles vont être les relations entre ce nouveau PDG et la fraction de la bourgeoisie au pouvoir ? N'y a-t-il pas, derrière la décision d'éloignement de fait du baron, la volonté d'autres monopoles de se glisser derrière Giscard ?

Plusieurs autres hypothèses sont envisageables. Les PDG doivent être entièrement disponibles pour pouvoir traiter les affaires. C'est une véritable guerre que se livrent les monopoles. Un demi-baron ne serait pas à même de jouer pleinement son rôle. Il pourrait se laisser aller à des compromis défavorables pour les « intérêts supérieurs » de l'entreprise. Les dents du loup sont un peu émou-

Autant de questions auxquelles il nous est bien difficile de répondre. Mais l'argent, le pouvoir politique bourgeois justifient toutes les manœuvres, les coups bas et les enlèvements de personnalités « ennemies ». L'affaire Empain n'est que l'exacte illustration de la guerre des gangs monopolistiques.

Empain éliminé, il est plus facile de tenter de s'emparer du groupe. Affaire à suivre.

Mouvement des radicaux de gauche

Que va-t-il en rester ?

Les scissions, démissions, exclusions lamentent le Mouvement des radicaux de gauche (MRG). Le mardi 11 avril, Michel Le Mappian, adjoint au maire de Nantes (Chenard du PS) a décidé de démissionner de son poste de secrétaire fédéral de Loire-Atlantique (44).

Cette décision fait suite à un vote défavorable de la Fédération sur la poursuite de la politique dite d'« Union de la gauche ». 66 % des personnes participant à une assemblée de la Fédération se sont en effet opposées à cette politique. Cette nouvelle démission ne remonte pas le prestige de ce groupus-

cule qui va, très certainement, éclater en plusieurs groupes au prochain congrès. Deux grandes fractions — terme osé pour qualifier ce groupuscule — s'opposent.

L'opération de charme, les battements de cils ravageurs de Giscard ne sont pas restés sans conséquence sur le MRG et certains penchent déjà vers lui.

D'autres penchent vers le PS dont Michel Crepeau qui se présente au poste de président du MRG. C'est à ce courant que se rattache Michel Le Mappian.

Un courant très minoritaire pro-PCF existe aussi. Le prochain congrès promet d'être animé.



Grève des techniciens du téléphone en formation professionnelle

Les techniciens en formation ont entamé une lutte à propos de leur affectation.

La grève a commencé avec des techniciens en stage qui ne connaissaient pas, un mois avant leur affectation, la liste des places qu'on leur proposerait. Mais ceux qui termineront leur stage ont aussi rejoint la lutte, comprenant qu'ils ne devaient pas s'y prendre au dernier moment.

Avec le système actuel, ce n'est que quelques jours avant qu'on est sûr de l'endroit où l'on va travailler. Il faut donc trouver un logement, éventuellement le conjoint doit changer de travail ou alors, il faut quitter sa famille. Voilà pourquoi nous revendiquons de pouvoir choisir nous-mêmes plusieurs mois à l'avance le central où nous travaillerons.

La grève a été bien préparée. Après Pâques, deux centres se sont mis en grève (Gif-sur-Yvette, et Carrière-sur-Seine). Au bout de deux jours, un troisième centre (Pontoise) a suivi sur les mêmes revendications. Le deuxième jour, aussi on décidait d'aller à la direction régionale à Montrouge.

Une délégation massive d'une cinquantaine de personnes (sur un total de 80 à Gif et Carrière) exigeait que les stagiaires soient reçus par le directeur régional. Comme nous étions prêts à camper sur place, le directeur a bien été obligé de nous recevoir.

C'est à ce moment-là qu'on a vu apparaître deux dirigeants régionaux de la CGT pressés d'aller négocier et qui voulaient court-circuiter la région CFDT qui nous soutenait depuis le début. Comme nous n'avons rien obtenu, nous avons décidé une manifestation au ministère. Là, nous avons été reçus à une dizaine des

le lendemain, ce qui est rare.

Le directeur du personnel des Télécommunications a dit qu'il n'avait pas l'habitude de négocier avant la reprise du travail, mais qu'il faisait une exception.

Il est vrai qu'un centaine de personnes attendait dehors en manifestation. Par ailleurs, le directeur savait très bien que les dirigeants syndicaux n'arriveraient pas à nous faire reprendre les cours.

On a donc obtenu qu'il examine nos propositions mais pour l'instant, nous n'avons eu que des promesses. Il devait nous donner une réponse précise au bout de huit jours (c'est-à-dire vers le 14 avril). On a décidé de reprendre le travail tout en déposant un préavis de grève à partir du 17 si on n'a pas obtenu satisfaction.

Apprenant l'existence du préavis, le directeur a repoussé sa réponse au 20 avril. Il cherche à nous faire abandonner la lutte. Mais on peut prévoir qu'il n'atteindra pas son but et que la lutte va se développer. La preuve en est que le centre de la rue Barrault à Paris a également déposé un préavis de grève.

Nous faisons des assemblées générales tous les matins où sont données les informations. On y fait également les propositions qui sont soumises au vote. Un jour le directeur qui est au PS a voulu assister à l'assemblée générale et y intervenir. Il s'est fait sortir. Nous appliquons les décisions de la majorité et nous nous refusons à faire des actions minoritaires. Les assemblées générales ont lieu dans les trois centres et les décisions sont simultanées, prises en fonction de l'avis des autres centres.

Une stagiaire en lutte.

• Paris

Après le rassemblement du 11 avril des hospitaliers

En ce mardi 11 avril, 2 000 hospitaliers environ se trouvaient à 11 h devant le siège de ministère de la Santé à Paris.

Beaucoup d'entre eux étaient venus de loin : Orléans, Vendôme, Blois, Montargis, Pithiviers. Rien n'était prévu au départ exception faite d'un tour de place ce qui nous a pris cinq minutes.

EN GREVE DEPUIS UN MOIS

Il y avait beaucoup de CRS et autres vigilants gardiens de l'ordre bourgeois face aux hospitaliers. Madame Simone Veil est bien gardée. Certains hôpitaux sont en grève depuis un mois, voire un mois et demi comme Orléans. Leurs revendications portent sur l'augmentation des effectifs et l'amélioration des conditions de travail. Or, le mot d'ordre le plus lancé par certains fut : « 13 heures supplémentaires » comme à Paris. Ces 13 heures sont des congés en plus.

Or, les hospitaliers parisiens présents les ont déjà et ce mot d'ordre ne mobilise pas tous les hospitaliers. Il n'unit pas la grande masse des hospitaliers.

UNE MANIFESTATION IMPROVISÉE

Finalement une manifestation improvisée s'ébranle, le quartier n'étant pas très populaire (quartiers résidentiels du 7^e arrondissement) proche de l'École militaire, cela ne permit pas de se faire entendre. Pourtant, le problème des hôpitaux est un grave problème. Les effectifs sont en retard sur le nombre d'hospitalisés. Les services de garde son insuf-



Les hospitaliers manifestent.

fisants (une personne pour quarante ou cinquante malades), les employés sont surmenés, les maladies comme l'hépatite virale ou les microbes comme le staphylocoque doré résistant à beaucoup d'antibiotiques se multiplient.

Les vieux travailleurs usés par les dizaines d'années de labeur ne peuvent bénéficier de conditions de soins décentes, etc.

En fait, dans les hôpitaux, à cause du manque d'effectifs, des crédits dérisoires, du surmenage, la santé des malades est en danger.

Et Simone Veil applique à 100 % le plan Barre

pour son ministère ; en ce qui concerne le sous-emploi, la limitation des crédits, la limitation des remboursements de certains médicaments dits de confort. Évidemment, Simone Veil n'a pas besoin de tranquillisants pour dormir. Cela ne fatigue pas beaucoup de se ballader d'hôpital en hôpital protégée par les CRS et les flics, n'osant pas affronter la juste colère des hospitaliers.

C'est pour cela et bien d'autres choses qu'une manifestation s'est improvisée. Cela ne plut pas à tout le monde, surtout à certains responsables syndicaux

Quand le cortège réappa-

rut devant le ministère de la Santé, il y avait toujours les CRS. Les deux délégations syndicales n'avaient pas été reçues par Simone Veil ni par un quelconque chef de service. Il n'y avait personne. Rien de concret n'a été obtenu.

La lassitude et l'écœurement des hospitaliers se lisaient sur leur visage et nombreux étaient ceux qui disaient qu'ils auraient mieux fait de rester chez eux.

Au fur et à mesure que les dirigeants des deux fédérations présentaient leurs démarches et ce qu'ils allaient faire demain, les rangs s'éclaircissaient. Chacun regagnait les cars ou le métro.

Les hospitaliers d'Orléans eux, se rassemblaient à l'écart et petit à petit, se regroupaient. Une assemblée générale improvisée eut lieu d'où il ressortit essentiellement qu'il aurait mieux valu rester à Orléans que d'avoir fait autant de kilomètres pour rien. Alors que le rassemblement devait déboucher sur l'élargissement de la grève, chacun est en droit de se demander si en fait, il n'est pas une clôture de la grève.

Quand un hospitalier parla de trahison de la part des fédérations qui avaient fait déplacer les gens pour ne voir personne, il fut applaudi par une bonne partie de ceux qui étaient venus d'Orléans et des autres hôpitaux.

• Ecole normale de Grenoble 3 semaines de grève

Les écoles normales forment en deux ans des instituteurs recrutés sur concours.

Dans de nombreuses écoles normales en France, et à Grenoble en particulier, les élèves sont en grève pour faire aboutir leurs revendications en suspens depuis plusieurs années : droit pour les élèves-instituteurs de prendre en main leur formation (jusqu'à présent c'était « tant que vous n'êtes pas instituteurs, vous la fermez »), refus de rembourser le montant des salaires versés en cas de renvoi (au bout de deux ans le montant a

rembourser est de 50 000 F)

UNE LUTTE QUI GENE BEAUCOUP DE MONDE

L'administration, composée d'anciens « collègues » a tout fait pour briser le mouvement (paternalisme habituel, menaces, flics, division entre normaliens et enseignants). Un certain nombre d'enseignants regroupés dans la Fédération de l'Éducation Nationale (en particulier ceux du Syndicat national des Instituteurs) reconnaissent en parole le bien-fondé des revendica-

tions mais n'acceptent pas les moyens d'action. Ce qui se résume par « pas de grève, faites nous confiance, on s'occupe de tout ».

La cellule locale du PCF n'a jamais soutenu le mouvement, ses membres ne sont pas grévistes. Le PCF n'aime pas la contestation dans l'enseignement d'où qu'elle vienne : on se souvient de l'inspecteur d'académie membre du PCF qui voulait imposer des méthodes classiques d'inspection aux enseignants de l'école de la Villeneuve. Cause-ci avaient obtenu que l'inspection soit collective.

CETTE LUTTE A DÉMONTRÉ PLUSIEURS CHOSES

Les futurs instituteurs ne font pas confiance au Syndicat national des instituteurs (dont la direction est aux mains du PS), interlocuteur privilégié du pouvoir.

Ils commencent à prendre en main leur formation.

L'attitude du Syndicat général de l'Éducation nationale (SGEN-CFDT) a été positive. Ses militants ont soutenu activement la lutte, réalisant l'unité syndiqués

non syndiqués. Ils ont montré par là que les gens organisés ne sont pas obligatoirement des « magouilleurs », par opposition aux pratiques des militants trotskystes infiltrés au SNI. A LA RENTRÉE DES VACANCES DE PAQUES, LA LUTTE DOIT CONTINUER :

Une manifestation est envisagée à Paris.

Nous devons aussi défendre un élève-instituteur qui passe en procès à Aix-en-Provence, suite à une manifestation d'élèves-instituteurs et de heurts avec la police.



L'UD-CFDT du Rhône menacée de dissolution (2)

LA SITUATION AUJOURD'HUI

Malgré les pressions, le congrès s'est tenu sur des bases statutaires, il a dégagé de nouveau une majorité identique au congrès de mars 1977. Il s'impose à toutes les équipes, à tous les responsables de l'Union départementale. C'est bien ce que contestent certaines équipes minoritaires qui, de nouveau, refusent de tenir compte d'un congrès qu'elles ont elles-mêmes convoqué. De nouveau, sous le fallacieux prétexte de trouver un compromis qui aurait pour conséquence d'enterrer le 2e congrès, au mépris des adhérents du Rhône, le blocage de l'Union départementale est poursuivi. Les adhérents sont écœurés de ces pratiques et en ont marre de ces manœuvres de bureaucrates, ils exigent le respect des décisions du congrès, le fonctionnement immédiat de l'Union départementale, la poursuite du débat sur les questions de fond dans un climat serein.

En acceptant d'entrer dans la voie du compromis, de fait, la majorité de l'Union départementale accepterait l'auto-dissolution que veut l'union régionale dont les représentants du CERES sont minoritaires à l'union départementale.

Il faudra bien que cela cesse, que les travailleurs retrouve l'outil syndical que représente l'Union départementale. Y a-t-il d'autres solutions que de prendre rapidement les moyens réels de fonctionner et d'appliquer les orientations du 2e congrès souverain, en prenant les décisions qui s'imposent au niveau des permanents et en refusant les palabres stérilisantes sur l'air du compromis qui n'en est pas un.

C'est bien là la question qui se pose au conseil de l'Union départementale. Car prolonger l'inaction, c'est faire le jeu de tous ceux qui attendent le moment propice pour dissoudre l'Union départementale. Le conseil peut-il accepter longtemps encore que s'exerce le chantage à la dissolution. Il faut avoir dans ce cas le courage de la mise en œuvre des orientations pour lesquelles on a été mandaté.

POUR SUIVRE LE DÉBAT

Sans doute, le seul moyen de l'Union départementale, c'est d'appliquer les orientations du 2e congrès de se donner les moyens de fonctionner par la règle majoritaire et de poursuivre les débats de fond. Et il sont nombreux :

— Les UIB doivent-elles

voter au congrès ? La question se pose non pas en terme de simple allègement sur les statuts confédéraux mais en fonction de la réalité concrète : importance de l'interprofessionnel ; niveau de prise en charge des syndicats.

— Les sections syndicales doivent-elles mandater leurs représentants dans les UIB ? Quel serait l'intérêt si les syndicats imposaient dans les UIB un débat déjà obtenu au niveau de l'Union départementale ? Le débat au niveau des sections dans les UIB ne serait-il pas plus riche, plus lié à la réalité locale ?

— L'Union départementale doit-elle revoir avec les syndicats le regroupement des travailleurs d'une autre façon que sur la base de la division patronale actuelle, afin que, dans une même grande entreprise, quel que soit le statut des travailleurs, ceux-ci soient regroupés dans une seule section.

— Doit-on aller plus loin dans la décentralisation en donnant une plus grande souveraineté à la section syndicale ?

Toutes ces questions, vivement ressenties par les travailleurs, doivent trouver une réponse sincère correspondant à l'aspiration des travailleurs.

Or, dans le climat de tension actuelle, le débat est escamoté, impossible.

Ce débat est escamoté, aussi et surtout, par le fait que le clivage, responsable de la crise actuelle, se situe à un autre niveau, notamment entre des responsables syndicaux PS-CERES qui veulent imposer leur diktat à l'ensemble des syndiqués du Rhône qui ne sont pas plus des gauchistes, basistes, « coucou » que l'ensemble des adhérents.

Or, ce sont bien ces adhérents qui ont critiqué les journées d'action de 24 h à répétition, sans but précis et liées aux tactiques des partis de gauche et ceci bien avant E. Maire ! Ce sont bien ces adhérents qui ont critiqué à plusieurs reprises le suivisme à l'égard de la CGT.

Ce sont bien ces adhérents aussi qui veulent une organisation démocratique et qui s'opposent à ce que les centres de décision soient de plus en plus éloignés de la base pour que leur point de vue soit réellement pris en compte.

En fait, et cela apparaît de plus en plus nettement, l'Union départementale du Rhône, si elle est menacée, c'est qu'elle pose de véritables problèmes de fond, dans un contexte inquiétant de montée du centralisme au détriment de la démocratie, de montée de l'autoritarisme.

Correspondant HR-Lyon

• Grenoble

Après les élections, de nouvelles menaces de licenciement

Pendant la période précédant les élections, il n'a plus été question de licenciements. C'est ainsi que la société Dragon à Fontaine (banlieue de Grenoble) aurait reçu des fonds publics pour assurer ses paiements. Les élections passées, plus besoin de cacher la crise : Dragon serait sur le point de déposer son bilan. Quel avenir pour les 600 travailleurs ?

M. Moyet, patron de Moyet-Perrin, aurait vendu son usine de Grenoble au groupe finlandais Nokia. Les travailleurs de cette usine et de celle de Pontcharra (Isère) avaient fait grève en novembre dernier pour les salaires et la 5e semaine de congés payés.

Ces tractations sont lourdes de menaces pour les travailleurs du papier-carton dans l'Isère. Le but de Nokia est d'écouler son papier (finlandais) en France. Les 200 travailleurs de la papeterie de Pont-de-Claix (banlieue de Grenoble), dont l'essentiel de la

production est absorbée justement par Moyet-Perrin, risquent d'y perdre leur emploi.

De plus, la direction de Nokia semble « musclée ». A Sodipan, usine appartenant au groupe Nokia en France, à la suite d'une grève pour avoir une demi-heure de casse-croûte, le patron a entraîné les syndicats devant les tribunaux.

Déjà, chez Moyet-Perrin, l'atmosphère change : des chefs n'hésitent plus à prendre des ouvriers par le col et à les menacer ou bien font des réflexions du genre « Vous verrez, dans quelque temps, vous ne rirez plus ». Par contre, à la suite d'une dispute, deux ouvriers sont mis à pied huit jours et sont même menacés de licenciement.

Face à cela, les ouvriers ont débrayé une heure le 17 mars.

C'est un début. Cela prépare des actions de plus grande ampleur face aux menaces de licenciement dans le papier-carton.

• Bagnole : magasin Radar

La loi des patrons

Il y avait trois électriciens pour l'entretien au magasin Radar de Bagnole. Il y a quelques temps deux ont démissionné. Non seulement la direction n'a pas remplacé les deux ouvriers mais elle a multiplié les reproches au troisième qui ne parvenait plus à faire face aux travaux urgents.

La sécurité des installations électriques dans un magasin, ça ne compte pas beaucoup pour Radar. Pour faire du profit, on restreint au maximum le personnel.

Mais la direction n'en est pas restée là. Comme l'électricien n'acceptait pas le surcroît de travail et avait signé une pétition syndicale réclamant des effectifs, elle a décidé de s'en débarrasser. Convoqué au bureau le 21 mars, l'électricien a été retenu pendant 4 heures à la fin de sa journée de travail. Tout a été fait pour arracher sa démission, on l'a menacé d'appeler la police et de perquisitionner à son domicile, et même de dénonciation à son ambassade pour ouvriers communistes (il est Américain), et de sanctions qui lui retireraient ses droits au chômage ou bien de lui faire un mauvais certificat de travail.

Finalement l'électricien n'a pas cédé au chantage et la direction l'a tout simplement licencié. Chantage ou loi bourgeoise, tout est bon à Radar pour faire plier les travailleurs.

• Chambéry - Pilotaz



Dans une édition précédente, nous avons parlé des ouvrières de Pilotaz à Chambéry, en lutte contre les licenciements. Les voici, le 5 avril en train de manifester devant la préfecture de Chambéry.

Abonnez vous à Prolétariat

Abonnement un an 52 F
Abonnement de soutien 80 F

Je désire m'abonner à « Prolétariat »

à partir du No.

NOM.

ADRESSE (écrire en capitales).

Chèque bancaire à l'ordre de
« PROLETARIAT »

Chèques postaux à l'ordre de
« PROLETARIAT » CCP 2130 89 H Marseille
Bulletin à envoyer à « PROLETARIAT » BP 320
13213 Marseille Cedex 1

• St-Etienne

VENTE PUBLIQUE DU LIVRE CHINOIS DANS
UN HYPERMARCHÉ PAR LES ÉDITIONS DU
CENTENAIRE

En début d'année, les Éditions du Centenaire ont organisé un stand sur le livre chinois dans l'hypermarché le plus important de la ville. L'emplacement avait été loué deux jours de suite. Ce stand a eu un grand succès, surtout le deuxième jour (samedi), de la part d'un public très populaire. Des responsables du magasin affirmaient eux-mêmes qu'ils n'avaient jamais vu autant de monde autour des stands qu'ils louaient sur le même emplacement.

Bien que la période soit difficile pour les familles modestes (après les fêtes de fin d'année et en fin de mois) les ventes ont été assez importantes. Des camarades et amis nous ont aidé pour organiser cette vente ; cela leur a permis, à eux aussi, de se mêler aux masses pour leur parler de la Chine, partager leur enthousiasme et aussi écouter leur point de vue sur ce pays et sur le socialisme.

Cette expérience, très enrichissante pour tous, peut être tentée ailleurs. Mais cela ne peut se faire et ne peut réussir que lorsque les camarades et amis qui sont sur place se mobilisent sérieusement, comme ce fut le cas à Saint-Etienne.

Les Éditions du Centenaire

• Agen

FETE DE L'HUMANITE ROUGE
Dimanche 14 mai 1978
De 14 h à 22 h 30
SALLE DE L'AMICALE LAIQUE
TERRAIN DES ILES
AGEN

AU PROGRAMME
Films - Montages diapos - Buffet
Bal populaire animé par
le groupe basque URRIA

• Paris

COBA
Exposition de dessins et caricatures
tous les jours de 14 h à 21 h
jusqu'au 20 avril
Centre américain - 265, bld. Raspail
Paris 14e

Demande de contact

- Parce que j'aspire à combattre fermement le capitalisme et refuse les fausses solutions des partis de gauche ;

- Parce que je désire participer à l'édification du parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom

Prénom

Adresse

Profession

Les causes de l'effondrement du pont de Tours

Heureusement, l'effondrement du pont de pierre à Tours n'a pas fait de victimes. Pourtant, ce pont était le plus fréquenté de la ville par les automobilistes.

S'il n'y a donc pas eu de drame, les inconvénients pour les habitants de Tours ne sont pas négligeables. 110 000 personnes sont privées d'eau depuis dimanche. Le centre hospitalier régional lui-même en était privé mardi encore. Il a fallu approvisionner en eau les habitants à l'aide de camions-citernes.

La principale canalisation d'eau de la ville a été coupée, en effet, lors de l'effondrement du pont. D'une manière générale, les conséquences de cet effondrement sont telles que les ouvriers et les techniciens des services municipaux et de l'équipement, ainsi que ceux des PTT, travaillent jour et nuit pour effectuer, en un minimum de temps, les réparations nécessaires à une reprise rapide de la vie normale dans la ville.

Les causes de l'effondrement paraissent résider dans le fait que les fondations du pont, sur lesquelles reposent les piles, n'ont pas résisté aux dernières crues. Ces fondations sont faites de pieux de bois encastés dans un caisson de bois

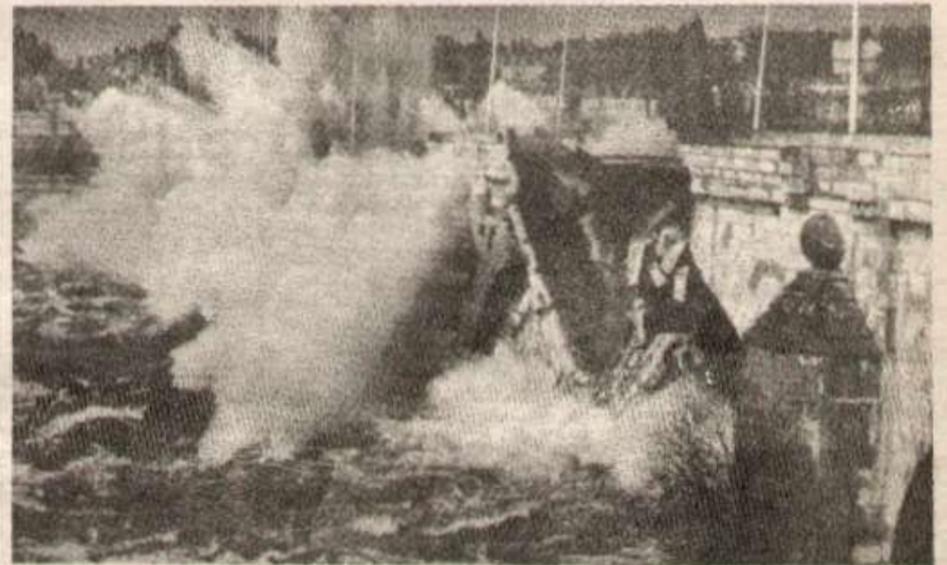
lesté de pierres et renforcé par du béton. Immergé dans l'eau, le bois devient dur et résistant et cette résistance paraît durable. Mais, voilà qu'en 1976, la sécheresse a sévi et provoqué une baisse importante du niveau des eaux de la Loire. Le bois

ripage des piles dans le sens du courant a provoqué, au bout d'un moment, la rupture de celles-ci et l'effondrement du pont.

La question qui se pose est celle du contrôle de la solidité de ces vieux ponts (comme celle des ponts ré-

d'une négligence pour le moins coupable, d'autant plus que ces constructions n'étaient pas faites pour supporter certainement les charges qui leur sont imposées aujourd'hui.

Dans d'autres villes riveraines de la Loire où de



Les piles en bois n'ont pas résisté à la sécheresse puis aux crues.

des fondations s'est trouvé à l'air libre, ce qui a entraîné sa détérioration et un affaiblissement de sa solidité et de sa résistance. Les récentes crues de la Loire ont provoqué une usure accrue du bois et le

Le pont de pierre de Tours subissait des visites approfondies tous les cinq ans, la dernière remontant à 1976. Contrôler des ponts construits au 18e siècle tous les cinq ans semble témoigner

telles ponts existent, les automobilistes commencent à ne plus les emprunter. C'est le cas à Orléans et Blois, par exemple, où la circulation ne se fait plus sur ces ponts que sur un seul sens.

Depuis 1970, elle élève 2 enfants. La mère les réclame, elle refuse

Un an de prison

Nicole Torres ne veut pas se séparer des deux enfants qu'elle a élevés et que leur mère réclame aujourd'hui. Elle a été condamnée à un an de prison.

Nicole Torres et son mari Daniel avaient élevé depuis 1970, deux enfants, Marie-Charika et Alexandra, qui leur avaient été confiées par leurs parents, les époux Théofilakis, de nationalité grecque.

Peu après, ces derniers retournèrent en Grèce, les enfants restant à la garde de Daniel et Nicole Torres. En 1973, le père des enfants disparut mystérieusement en Grèce.

L'année suivante, leur mère se voyait accorder par le tribunal d'Athènes, l'autorité parentale. Elle continuait à payer la pension de ses filles et à leur écrire. En novembre dernier, le tribunal de Paris accordait à Mme Théofilakis le droit de rendre visite à ses enfants un dimanche par mois, ce qu'elle fit. Rapidement, elle manifesta l'intention de les ramener en Grèce. Or, les époux Torres qui ont élevé les enfants, refusent qu'ils leur soient enlevés.

Les enfants eux-mêmes refusent de suivre leur mère et veulent rester, aux côtés

des Torres. Ceux-ci et les enfants refusèrent donc de recevoir la mère. Celle-ci porta plainte. Alors que le procureur réclamait une simple amende de 5 000 F, les juges, zélés, infligèrent jeudi dernier un an de prison à Nicole Torres. Les époux Torres et le tribunal de Versailles ont aussitôt fait appel. Le procès en appel aura lieu mercredi 12 avril.

Les enfants, Marie-Charika et Alexandra, quant à elles, refusent de voir leur mère et veulent rester à Houdan dans la famille Torres. Leur mère, expliquent-elles, dans une interview donnée au « Matin » ne leur a jamais témoigné d'affection et dès le plus jeune âge, les a constamment confiées à des foyers pour enfants et à des institutions du même genre. Le foyer des Torres a pour elles été leur véritable famille. Les époux Torres eux aussi, les ont prises d'affection.

Nous sommes donc en face du drame traditionnel des enfants confiés pour une

longue période à d'autres personnes par leurs parents.

Ce qui est révoltant, ici, c'est la condamnation à un an de prison de Nicole Torres, condamnation accompagnée d'un mandat d'arrêt, procédure qui n'a

lieu que pour des individus jugés « dangereux pour la société » et tel n'est pas du tout le cas de Nicole Torres.

Celle-ci avait commencé une grève de la faim. Elle l'a abandonnée à l'annonce du jugement en appel mercredi.

9e jour de la grève de la faim de Latifa Smihi

Dans le cadre de la campagne de mobilisation et de protestation que mène l'Association des Marocains en France pour l'annulation de la mesure d'expulsion arbitraire prise à l'encontre du militant Said Smihi, appliquée illégalement d'urgence le 29 octobre 1977 en le privant de ses droits les plus élémentaires et pour soutenir la grève de la faim de la femme de Said, commencée le 4 avril, l'AMF organise une conférence-débat. Elle portera sur la situation en Palestine occupée et aura lieu le mercredi 12 avril 20 avril à la Bourse du travail de Gennevilliers, 27 rue Louis Castel.

Correspondant HR

Une enfant algérienne de 6 ans dans le panier à salade

Il y a une semaine environ, au Supermarché Casino de Vénissieux, près de Lyon, une enfant algérienne de six ans prend 2 sachets de potage et s'en va. Le surveillant du supermarché la surprend. Il n'hésite pas car « il tient à sa place ». Il appelle la police. Celle-ci intervient et emmène l'enfant qui, bien sûr, a peur et se débat. Il faut dire qu'elle est Algérienne, ce qui explique sans doute l'attitude du surveillant et des flics.

La police d'ailleurs profitant de cette affaire (une affaire de banditisme s'il en est !) se mit à vérifier l'identité de tous les jeunes immigrés présents à la cafétéria du supermarché.



Marée noire

Dans la baie de Morlaix

« Il faut tout arrêter : nos huîtres ont un goût de mazout ! »



Travail dans les parcs à huîtres. C'était hier...

Les vents de nord-est ont amené le pétrole de l'Amoco Cadiz jusqu'à Morlaix. Pour les ostréiculteurs de la baie de Morlaix, c'est la ruine qui menace : « Avril est pour nous une période cruciale. Celle des ensemencements de jeunes produits provenant des centres d'Arcachon ou des Charentes ».

C'est vers la fin de la semaine dernière que la menace s'est précisée. Aujourd'hui, elle est devenue réalité : les huîtres de la baie sont recouvertes d'une fine pellicule de mazout et ont pris un goût. Impropre à la consommation !

HIER

On avait pourtant, au début de la catastrophe, pris toutes les précautions pour éviter le pire aux ostréiculteurs, aux éleveurs de coquillages et crustacés en général.

Dans les viviers de Roscoff (langoustes, homards, crabes et autres crustacés), on avait déplacé les crustacés et coquillages des viviers à l'air libre. Pour les viviers en milieu fermé, le pétrole ne les avait pas touchés et on les alimentait en eau de mer par camions-citernes venant du Sud-Finistère où l'eau est propre.

Quant aux parcs à huîtres de Morlaix, il fallait espérer... Mais les professionnels n'avaient guère d'illusion : « Jusqu'ici, notre position géographique nous favorisait, mais nous savions qu'au début avril, arrive automatiquement une période de vents d'est. Cela n'a pas manqué. Nous ignorons le temps qu'elle va durer comme aussi l'importance des nappes qui se promènent en Manche. Et c'est cela qui nous inquiète ».

de de vents d'est. Cela n'a pas manqué. Nous ignorons le temps qu'elle va durer comme aussi l'importance des nappes qui se promènent en Manche. Et c'est cela qui nous inquiète ».

AUJOURD'HUI

C'est mercredi dernier qu'est parti de Morlaix le dernier camion d'huîtres. Les autres ne seront pas mises sur le marché. Déjà la vente avait considérablement baissé : la peur du consommateur étant bien légitime, mais ne faisant pas l'affaire des ostréiculteur.

On touche ici les conséquences à moyen et à long terme de cette catastrophe de l'Amoco Cadiz. Trois cents ouvriers travaillent en permanence dans les entreprises ostréicoles de Morlaix. En pleine saison, viennent s'y joindre huit cents travailleurs saisonniers et en décembre, mille deux-cents.

Quinze mille tonnes d'huîtres sont vendues en France et à l'étranger, la baie de Morlaix, à elle seule,

en produisait quatre à cinq mille.

DEMAIN

Quant aux responsables du plan Polmar, ils ne comprennent pas... L'eau de la baie de Morlaix n'a jamais été recouverte de cette couche marron-chocolat qu'a connu Portsall, et même, disent-ils n'a jamais été irrisée. Ce ne sont pourtant pas les huîtres elles-mêmes qui ont produit ce pétrole !

En fait, il s'agit d'une partie du pétrole mélangé à l'eau, qui se déplace au gré des vents, des courants et des marées... même s'il ne se voit pas ou peu en surface. « La plupart des plages seront propres cet été », claironne le PC du plan Polmar. Très bien, merci. Mais 100 000 tonnes de pétrole restent dans l'eau et continuent de tuer la faune et la flore, malgré les barrages mis en place (autour de la baie de Morlaix par exemple).

seront propres cet été », claironne le PC du plan Polmar. Très bien, merci. Mais 100 000 tonnes de pétrole restent dans l'eau et continuent de tuer la faune et la flore, malgré les barrages mis en place (autour de la baie de Morlaix par exemple).

« Si l'ensemencement des jeunes huîtres ne peut se faire à cause de la présence de mazout, nos parcs seront en difficulté en 1979-80 », déclarent les ostréiculteurs. 10 à 12 000 tonnes d'huîtres menacées dans les parcs aujourd'hui et peut-être le chômage technique pour les deux années à venir, c'est le premier bilan économique de la marée noire.

• Grenoble

Un seau et une petite cuillère pour le préfet

Une quarantaine de personnes se sont présentées le 22 mars à la préfecture de l'Isère au nom d'une trentaine d'associations de défense de l'environnement. Elles voulaient remettre au préfet une déclaration réclamant notamment une organisation plus efficace de la prévention des marées noires. Elles avaient également apporté au préfet un seau d'enfant et une petite cuillère pour qu'il aille participer au nettoyage des côtes bretonnes. Mais, comme par hasard, le préfet « n'était pas là ».

Le personnel du CTGREF (service d'études et de recherches du ministère de l'agriculture) a décidé de boycotter la société pétrolière Shell, propriétaire du pétrole transporté par l'Amoco-Cadiz. Or, l'administration du CTGREF a un contrat d'exclusivité avec la Shell pour l'alimentation en carburant de ses véhicules administratifs. Le personnel a donc adressé une lettre au directeur pour exiger la rupture de ce contrat.

Note de la rédaction : L'intérêt de ce cas précis de boycott de la Shell (mot d'ordre lancé par d'autres organisations aussi) n'est qu'ici il attaque directement la société Shell elle-même et non pas le petit pompiste du coin de la rue, qui n'est, lui, pas responsable de la marée noire.

● Document

Nous publions ici la lettre circulaire du SAMU de Brest donnant les consignes de soins à apporter aux personnes souffrant de maux divers dus au pétrole (elle fut rédigée à l'occasion de cette marée noire).

Nous le faisons pour deux raisons. Tout d'abord, nous pensons, comme de nombreux médecins et scientifiques qu'il faut tout faire pour que la vérité se sache : le pétrole déversé est dangereux, dangereux dans l'immédiat comme le montre ce document, dangereux sans doute aussi à plus long terme, bien que l'on ne sache pas encore exactement jusqu'à quel point.

Ensuite ce texte peut être utile à tous ceux, habitants des côtes, bénévoles ou soldats qui sont au contact du pétrole. Car il y a d'une part les déclarations officielles : « Personne n'a été hospitalisé », difficilement contrôlables, et il y a d'autre part la réalité : tous ceux qui doivent aller chez le médecin parce qu'ils souffrent d'un des maux décrits ici.

CONSIGNES DE SOINS POUR LA PATHOLOGIE DU MAZOUT

IRRITATION DE LA PEAU

- A) - Premiers incidents, petite irritation de la peau :
 - Nettoyage au savon acide (dermacide ou autre)
 - Appliquer du SILICONYL en prévention d'une récurrence (ou l'aino-glycérine)
- B) - Irritation importante mais superficielle :
 - Nettoyage dermacide
 - Appliquer pommade BEPANTHENE le soir au coucher et laisser agir toute la nuit.
- C) - Irritation profonde avec incrustation de mazout :
 - Nettoyage dermacide
 - Nettoyage à la fluorescéine acqueuse à 1 %
 - Stopper l'exposition au risque et appliquer BEPANTHENE

IRRITATION DES YEUX

- Lavage à l'eau pure
- Si très douloureux, utiliser collyre à la Novésine en anesthésie locale

Si rhinite ou inflammation des voies respiratoires supérieures, stopper l'exposition au risque

Si allergies (asthme, eczéma, gâle des raffineurs) :

- Traitement symptomatique
- Evacuation des lieux
- Éventuellement prévenir et empêcher ces gens de travailler dans le mazout.

INTOXICATION GÉNÉRALE

- 1er stade : céphalées, nausées, vomissements,
- 2e stade : démarche ébrieuse, dyarrhées,
- 3e stade : loquacité, ivresse « pétrolique »,
- 4e stade : obnubilation voire coma - difficultés respiratoires.

Conduite à tenir :

- Au premier stade, faire de l'oxygène, 1 à 4 l/mn selon l'état respiratoire du sujet en continu ou discontinu et ceci durant 1/2 heure puis stopper l'exposition au risque.

- Si vomissements incoercibles : incoordination motrice ou stade plus avancé, évacuer d'urgence au CHU Morvan.

SI INGESTION DE MAZOUT ou chute dans une nappe de pétrole : évacuer au CHU Morvan

- Contre-indications de principe au travail dans les zones polluées :

- Tout antécédent allergique : eczéma, asthme, etc.
- Toute affection respiratoire chronique,
- Toute affection rénale chronique,
- Toute maladie métabolique chronique, Ex. Diabète, affection sanguine, affection immunitaire.

Un soir,
Dans le noir,
Un bateau s'est échoué
En heurtant les rochers.
Les oiseaux ne peuvent plus voler
Car leurs ailes sont engluées.
Cela s'est passé à Porstall.
En ce moment, la mer est sale.

Marée noire

Benoit et Stéphane
9 et 10 ans

AFRIQUE DU SUD : LA FRANCE CONTRE L'EMBARGO

La France s'efforce par tous les moyens d'empêcher le vote à l'ONU d'un embargo sur l'énergie à l'encontre de l'Afrique du Sud. Cette résolution mettrait en cause les contrats conclus sur les deux centrales nucléaires. La France défend un État raciste : le profit avant tout.

MAROÛ : GREVE DES ENSEIGNANTS

Mardi, les enseignants ont entamé une grève de 48 h. Elle fut suivie, selon le Syndicat national de l'Enseignement à 95 %. Le but de cette grève était d'appuyer les revendications du corps enseignant et administratif qui réclame notamment une augmentation des salaires en fonction de la hausse du coût de la vie, un réajustement des allocations familiales, la révision du régime des suppléments.

SUD-LIBAN LE RETRAIT DES TROUPES ISRAËLIENNES

En principe, le retrait des troupes israéliennes doit se faire en trois tranches. Mardi matin a commencé le retrait d'une première tranche, quatre semaines après le début de l'agression. C'est la région la plus à l'est qui fut le terrain de ce retrait. Mais, retrait ne veut pas dire que les sionistes ont totalement quitté le sol libanais. En effet, les sionistes restent postés dans une zone qu'ils déclarent nécessaire pour former leur ceinture de sécurité. Occuper toujours plus de terres arabes a de tout temps été la politique d'Israël et ce n'est que par la force qu'ils consentiront à quitter totalement le territoire libanais.

Les réfugiés qui reviennent peu à peu dans leur région se trouvent face à des villages et villes en partie ou totalement détruits. Selon une enquête de la Croix rouge internationale, sept villes et villages ont été complètement rasés lors de la dernière attaque israélienne, dont Bint Jbeil, une ville qui comptait 30 000 habitants, il y a quelques années. Par ailleurs, l'enquête signale que de nombreux villages ont été détruits à 50 % et de nombreux autres de 25 % à 50 %.

**Abonnez-vous à
l'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire
des travailleurs**

• PTT

Racisme ouvert contre les antillais

Lemaire, directeur des centres PTT de Clignancourt (Paris) et de Roissy, a envoyé aux directeurs des centres de tri spécialisés et bureaux-ambulants une circulaire confidentielle (ou du moins qui était confidentielle).

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'affectation à l'entrepôt postal Charles de Gaulle de cinq agents originaires des DOM-TOM venant de Paris-Clignancourt et la mutation entrante de deux autres venant d'Aubervilliers a porté à plus de 50 % le nombre des agents originaires des DOM-TOM affectés au service de la manutention.

« Cette proportion très importante n'est pas sans conséquences sur la qualité du service mais aussi sur

la conduite des brigades ».

Comment appelez-vous cela ? Oui, c'est du racisme ouvert. Les travailleurs des DOM-TOM, les travailleurs antillais sont des immigrés. Comme leurs pays sont des colonies françaises, ils portent la nationalité française. Mais ce n'est qu'un morceau de papier qui ne correspond pas à la réalité.

Les Antillais sont dans les travaux les plus durs et sont les premiers soumis aux sanctions. Il y a déjà eu des mouvements de grève dans la brigade spéciale du centre Clignancourt contre les sanctions frappant des Antillais qui travaillent au transbord.

Actuellement, un Antillais, père de quatre enfants, et ne gagnant guère plus de 2 000 F par mois,

• La Hague

La poubelle s'élargit

Après le Japon, la Suède, le gouvernement français vient de signer un contrat avec l'Allemagne

Les monopoles français avides de profit et ne reculent pas devant le sacrifice de régions entières. Le gouvernement français vient, en effet, de signer un contrat avec l'Allemagne sur le retraitement des combustibles nucléaires.

On envisage sérieusement, du côté des ministères, la construction d'une deuxième

usine de retraitement.

Ce contrat prévoit le retraitement de 1 700 tonnes de déchets nucléaires entre 1980 et 1984, ce qui rapportera 2,5 milliards de marks (6 milliards de francs) aux monopoles. Un autre avait été signé avec le Japon (160 tonnes), la Suède (620 tonnes). D'autres sont en vue avec la Finlande,

la Belgique, la Suisse, les Pays-Bas et l'Autriche. La France détient ainsi un triste monopole. C'est, en fait, la création d'une vraie et grande poubelle avec tous les risques que cela fait courir à la population et à l'environnement. Ça, plus une usine nucléaire à Flamanville, ça fait beaucoup pour le Cotentin.

Ces autres pays capitalistes se débarrassent à bon compte de leurs déchets nucléaires et récupéreront le plutonium extrait du retraitement.

Profits juteux pour les capitalistes, danger et mort pour les habitants, la végétation. C'est la logique du capitalisme.

Marées noires, dégazages, ça continue !

En Corse, un dégazage « sauvage » mais coutumier est à l'origine d'une marée noire qui s'étend sur 8 kilomètres du littoral corse.

Dans le Calvados, plusieurs kilomètres de plages ont été souillées par un autre dégazage « sauvage ». Des dizaines d'oiseaux mazoutés sont découverts tous les jours depuis dimanche au large des côtes normandes.

Une vingtaine de bateaux sont en infraction chaque jour au large des côtes du Finistère. Ce ser-

vice de surveillance mis en place après l'échouage de l'Amoco Cadiz a permis de donner ces chiffres.

Le malheur c'est que c'est toujours après coup qu'on prévoit et que c'est toujours les mêmes qui payent les méfaits du capitalisme. Ces fautifs représentent 10 % du chiffre total journalier des bateaux passant au large d'Quessant.

Un cargo grec, le « Felicity » de 11 000 tonnes, immatriculé au Pirée a été intercepté alors qu'il circulait

à contré sens dans le rail de circulation. C'est rare qu'un bateau soit ainsi intercepté par un aviso.

Tous ces petits faits, mis bout à bout, montrent bien que malgré les grands et beaux discours de Becam au

Sénat hier après-midi, le scandale continue. Le mépris des gens, la soif du profit s'affichent quotidiennement à la télé, à la radio. Et le gouvernement ne fait que couvrir ces agissements et miniser les catastrophes.

• Equateur

La capitale paralysée par de violentes manifestations

Depuis quelques jours, des manifestations sont organisées contre l'augmentation de 40 % des tarifs de transports publics. Ces manifestations qui revêtent un caractère offensif très violent montrent que le peuple s'est mobilisé contre toute la politique anti-populaire du gouvernement et pas seulement contre cette nouvelle aggravation du coût de la vie.

A la manifestation de mardi, une dizaine de manifestants ont été blessés. Les heurts se poursuivent toujours et certains lieux sont devenus de véritables champs de bataille. Il faut dire que la police fait bien les choses : au cours des derniers jours, elle a inauguré de nouvelles méthodes pour réprimer les manifestations : elle est maintenant

équipée de petits véhicules blindés tirant des rafales de grenades lacrymogènes et pourvus de pelles mécaniques permettant de détruire rapidement les barricades édifiées chaque jour.

La répression ne s'arrête pas là. En 24 heures, une centaine de personnes étaient arrêtées pour participation aux précédentes manifestations où un flic avait été tué.

La capitale Quito est totalement paralysée. Une situation qui inquiète beaucoup le gouvernement dans trois mois doit avoir lieu l'élection à la présidence de la République.

Les masses populaires n'attendent rien de ces élections : leur mobilisation massive et déterminée de ces derniers temps l'ont bien montré.